

Nouvelles de

Tarbiyya Tatali

9 Novembre 2024

Auto-développement du peuple nigérien

La période du Festisol (Festival des Solidarités) en France est l'occasion de faire un bilan des activités du collectif Tarbiyya Tatali depuis un an. Après avoir décrit rapidement le contexte, ces Nouvelles de Tarbiyya Tatali 2024 se concentrent sur la description de nos réalisations, et des difficultés rencontrées. Les actions sont diversifiées et concernent la sécurité alimentaire, l'autonomisation des femmes, l'éducation, la culture et les secteurs financés par le 1% loi Oudin-Santini : accès à l'eau et à l'assainissement, accès à l'énergie. La plupart de nos financements sont en phase terminale, ce qui impacte le fonctionnement de nos associations. Mais notre motivation à travailler ensemble à soutenir les efforts du peuple nigérien pour son

développement durable reste intacte et nous donnons les pistes envisagées pour le futur.

Pour alléger un contenu un peu aride, nous avons choisi d'illustrer le document par des photos du village de Lougou prises par notre ami Abdoul Aziz Soumaïla le 19 mai 2024, jour de la cérémonie de Dakan Tururuwa, où la nouvelle Saraouniya, Kambari, s'est rendue à sa fourmilière, en dehors du village. Une femme a préparé la gumba, une bouillie de mil non cuite. Saraouniya en arrose la fourmilière, pour demander de bonnes pluies et une récolte abondante. Une fois réaffirmée l'alliance avec la nature, les enfants peuvent se régaler avec la gumba.



À Lougou, mai 2024

Le contexte

Le renversement du Président Bazoum par le coup d'état du 26 juillet 2023 a été le point de départ d'une dégradation profonde des relations entre le Niger et la France au niveau gouvernemental. Toute l'aide française au développement du Niger a été suspendue dès l'été 2023.

L'activité économique a fortement ralenti au Niger en 2023, avec un taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) de 2,5 %, comparé à 11,9 % en 2022. La baisse du taux de croissance du PIB résulte, pour l'essentiel, du changement de régime politique qui a entraîné des sanctions économiques et financières de la part de la CEDEAO et de l'UEMOA, ainsi que du gel des financements extérieurs des principaux partenaires. La croissance devrait rebondir en 2024 avec la levée des sanctions en février 2024, la reprise de certains financements et les revenus du pétrole.

La fermeture de la frontière avec le Bénin a alimenté la

hausse des prix des denrées alimentaires, faisant passer le taux d'inflation sur un an de 1,7 % en juin 2023 à 15,5 % en juin 2024. Près de la moitié de la population, notamment les femmes et les enfants vit dans des conditions d'extrême pauvreté.

La destitution en avril 2024 des conseils municipaux et des maires élus du Niger, remplacés par des administrateurs délégués nommés, a rendu impossible la poursuite des coopérations décentralisées basées sur des relations de partenariat entre collectivités territoriales.

De plus, des pluies très violentes au mois d'août ont causé des pertes de vies humaines et des destructions d'habitations, de bétail et de cultures. Selon le gouvernement nigérien, plus d'un million-cinq-cent-mille personnes ont été affectées.

Les réalisations et les difficultés rencontrées depuis novembre 2023

Malgré ce contexte difficile, les réalisations des quatre associations du collectif Tarbiyya Tatali, le Réseau d'Actions Éducatives pour un Développement Durable (RAEDD) et CulturePlus au Niger, l'Association d'Échanges Culturels Ile-et-Vilaine Niger (AECIN) et l'Association d'Échanges Solidaires Cesson-Dankassari (AESCD) en France ont été nombreuses et positives. Les actions sont définies en commun et le RAEDD, ou parfois CulturePlus, les mettent en œuvre sur le terrain au Niger, l'AECIN et l'AESCD les suivant attentivement grâce aux rapports mensuels et

échanges écrits ou oraux sur WhatsApp. Elles se déroulent essentiellement dans les six communes rurales du département de Dogondoutchi : Dankassari, Dogondoutchi, Dogonkiria, Kieche, Matankari et Soucoucoutane, composées chacune de nombreux villages. D'autres actions ont également lieu à Dosso, à Rennes, à Cesson-Sévigné ou à Niamey. Nous décrivons toutes les activités de Tarbiyya Tatali ci-dessous, sans oublier de mentionner les difficultés rencontrées.

1 - Sécurité alimentaire

Le coût des denrées alimentaires et les inondations ont rendu nos actions dans ce domaine particulièrement cruciales.

Les quatorze banques céréalières mises en place les années précédentes par l'AESCD et l'AECIN (dix dans les villages de Dankassari et quatre dans les villages de Matankari) continuent à être suivies attentivement par le RAEDD. Ce suivi était particulièrement important pendant la période de soudure en 2024, où les prix des céréales ont flambé sur les marchés, en lien avec la mauvaise situation économique du pays. Les banques céréalières ont permis d'approvisionner les populations à un coût inférieur aux marchés. Le RAEDD a proposé de verser les recettes des ventes sur un compte commun, à la Mutuelle de Dogondoutchi.

La pépinière de Marake Bagagi, est financée sur fonds

propres de l'AECIN. Plutôt que de donner les plants aux bénéficiaires comme pratiqué précédemment, il était prévu d'expérimenter la pratique de la vente à bas prix pour faciliter la pérennisation de la pépinière. Les plantations ont démarré tardivement mais avaient malgré tout bien réussi. Plusieurs espèces sont présentes, le moringa étant le plus demandé par la population. Malheureusement, les fortes précipitations ont inondé la pépinière mais une partie des plants a pu être vendue juste avant.

Le jardin scolaire de Bakin Tapki est aussi financé par les fonds propres de l'AECIN. Démarrés en octobre 2023, les travaux de jardinage ont donné des récoltes en carottes et salades qui ont été distribuées aux élèves, enseignants et membres du comité de gestion.



Prêtre de la religion traditionnelle azna



Lavage du mil

2 - Autonomisation des femmes

Alphabétisation et micro-crédit féminin

L'alphabétisation de groupes de femmes pendant deux ans, financée par l'AESCD, a démarré en 2010 dans des villages de Dankassari. Depuis 2017, à la demande des femmes alphabétisées de Karki-Malam, les femmes alphabétisées sont dotées d'un micro-crédit. Ce mécanisme motive très fortement les femmes, qui sont assidues à l'alphabétisation. Les femmes cotisent 7500 FCFA (12 euros) pour accéder à un microcrédit de 75 000 FCFA (120 euros), remboursable au bout d'un an. Le montant initial reste dans le même village après remboursement ce qui permet de lancer un nouveau cycle de micro-crédit chaque année, le RAEDD continuant à suivre le processus de renouvellement. Les difficultés économiques se font parfois sentir, en 2024 par exemple le groupe du village de Kamrey n'a pas pu rembourser le micro-crédit à la date prévue car les animaux dont la vente devait permettre le remboursement ne trouvaient pas acheteur.

Le financement du micro-crédit a été assuré par le budget de la coopération décentralisée de la ville de Cesson-Sévigné pour Dankassari entre 2017 et 2023. Mais la convention de coopération entre les deux communes n'a pas été renouvelée en 2024 et le financement de Cesson-Sévigné s'est donc arrêté. L'AESCD a tenu à aller au bout du processus pour tous les groupes qui avaient démarré l'alphabétisation, en mobilisant ses fonds propres.

C'est ainsi que le groupe de Bawada Dagi qui a fini son alphabétisation en 2023 a été muni de micro-crédit fin 2023 et que le groupe de Lillato qui a fini en 2024 a été servi en micro-crédit en octobre 2024.

Au total ce sont treize villages qui ont été dotés de micro-crédit depuis 2017. Un bilan de l'action réalisé à la demande de la ville de Cesson-Sévigné montre qu'environ six-cent

femmes différentes ont été bénéficiaires pour un total de près de deux mille micro-crédits accordés. L'obtention du micro-crédit a permis à la plupart des femmes de diversifier leur activité notamment par la pratique de l'embouche de bétail, ou encore la fabrication de galettes. D'autres améliorent leurs activités précédentes (commerce, élevage) grâce au micro-crédit sans changer d'activité. Seules quelques femmes étaient sans activités ou pratiquaient seulement la culture pluviale et ont démarré de l'embouche ou du petit commerce grâce au micro-crédit.

Petits troupeaux de chèvres

Cent-trente kits « chèvres rousses de Maradi » ont été mis en place dans les villages de Dankassari depuis 2021 grâce à un financement de la Région Bretagne pour l'AESCD. La priorité a été donnée aux matrones non pourvues et aux femmes relais en planning familial de la commune, ainsi qu'à quelques femmes en situation de précarité identifiées par les services municipaux. Chaque femme a été équipée d'un kit composé d'un animal mâle et de deux femelles. L'activité se déroule suivant les étapes suivantes : achat des animaux, formation des femmes à la bonne gestion de leurs animaux et remise des kits, fourniture de matériel de démarrage : alimentation, produits sanitaires.

Il est prévu que les animaux soient remboursés en nature au bout de 18 mois. Le troupeau s'étant agrandi, la femme initialement pourvue pourra continuer son activité d'élevage. Le remboursement en nature permettra à une nouvelle femme de démarrer son troupeau. Les femmes étant éparpillées entre les différents villages, les modalités de remboursement sont toutefois plus difficiles à mettre en place que pour le micro-crédit villageois.

Planification familiale

Cette action a été initiée à Dankassari par l'AESCD en 2015. Une animatrice visite tous les villages de la commune pour des réunions de sensibilisation, portant sur la lutte contre les mariages précoces (avant 18 ans) et les premières grossesses survenues avant 19 ans, l'amélioration du bien-être des femmes et des enfants par l'espacement des naissances et l'utilisation des méthodes contraceptives modernes, l'évolution des mentalités, notamment chez les hommes en matière d'autonomie des femmes et le lien entre le développement économique et humain du Niger et la maîtrise de la démographie. Une deuxième animatrice a été recrutée ensuite pour la commune de Dogondoutchi grâce à un financement de l'AECIN et de l'association d'Échanges Orsay-Doutchi.

L'activité est maintenant menée par le RAEDD et le Réseau d'Appui aux Initiatives Locales (RAIL) avec comme partenaires l'AECIN, l'AESCD et l'association d'Échanges Orsay-Doutchi. Un compte commun est géré par le RAIL et le RAEDD et une réunion trimestrielle de l'ensemble des partenaires par WhatsApp permet de faire le bilan et de prendre les décisions d'un commun accord.

En Février 2024, l'équipe des animatrices, s'est agrandie avec la prise de fonction de deux nouvelles animatrices pour les communes de Dogonkiri et Matankari, grâce à un financement de l'Agence Française de Développement (AFD) géré par le RAIL. Des missions de suivi régulières des quatre animatrices sont faites par les personnels de santé et les chargés de mission du RAEDD et du RAIL. Les animatrices font un rapport mensuel, il apparaît que chacune d'entre elles rencontre chaque mois plus de trois cents personnes (deux tiers de femmes et un tiers d'hommes) dans cinq villages différents.

À Dogondoutchi et Dankassari, les animatrices supervisent lors des réunions dans les villages visités les animations menées par les personnes relais (la plupart du temps des femmes, mais aussi des hommes) identifiées par elles précédemment et formées à cet effet. Les personnes relais utilisent comme moyens de communication une boîte à image (des pagivoltes illustrés plastifiés) dont elles sont équipées à demeure et continuent la sensibilisation à différentes occasions de la vie villageoise telles que cérémonies de mariages, de baptêmes, au niveau des points d'eau, sous l'arbre à palabre, lors des réunions des groupements féminins.... À Matankari et Dogonkiri les animatrices travaillent lors de leurs animations à identifier des personnes relais qui seront formées début 2025 et munies également de pagivoltes.

Six personnes, les quatre animatrices et les deux chargés de mission du RAEDD et du RAIL ont été équipées de tablettes numériques et formées à leur utilisation par des membres de CulturePlus. Lors de la formation chaque personne a reçu un kit composé d'une tablette professionnelle de marque Samsung accompagnée des accessoires de protection (un antichoc et une pochette), une clé USB, un adaptateur USB, et un poste radio. Dans chaque tablette, il a été installé les huit petites vidéos de la série « Akwai magana/On va en parler » créées par CulturePlus pour Tarbiyya Tatali, concernant la planification familiale, l'hygiène menstruelle, les mariages précoces ou forcés, les grossesses précoces, les violences faites aux femmes et aux enfants, le droit à l'éducation pour les filles. De plus les pagivoltes et la brochure « Ma santé et mes droits d'adolescent(e), ce que je dois savoir » en français et en

haoussa ont été installés sur les tablettes. Après deux jours de formation, assurée par l'association CulturePlus, l'utilisation du matériel était bien maîtrisée. Ce nouvel outil se révèle précieux dans les visites des animatrices dans les villages.

Grâce au financement de la Région Bretagne en 2023-24 et du Conseil Départemental d'Ille-et-Vilaine (CD 35) en 2023, l'AECIN et l'AESCD ont pu assurer le salaire des animatrices de Dogondoutchi et de Dankassari. Malheureusement, le financement espéré de la part du CD 35 n'a pas été obtenu en 2024, le Niger n'étant plus éligible à leur appel à projet, et c'est avec des ressources inférieures aux prévisions que l'action planning familial s'est poursuivie. Elle se terminera à la fin de l'année 2024 pour les missions mensuelles des deux animatrices de Dogondoutchi et Dankassari. La mutualisation des fonds entre l'AECIN, l'AESCD et l'association d'Échanges Orsay-Doutchi, financée par l'AFD et le Conseil Départemental 91 a permis toutefois de réaliser le programme prévu pour l'année 2024, notamment les formations de recyclage des 60 personnes-relais de Dogondoutchi qui ont eu lieu en mai 2024, et les formations pour deux groupes de 30 nouvelles personnes-relais des villages des communes de Dogondoutchi et Dankassari qui seront réalisées au cours du dernier trimestre 2024.



Pilage du mil



Musique de fête

3 - Éducation et culture

Réussir au Brevet d'Études du Premier Cycle (BEPC)

Alertée par le RAEDD sur les résultats catastrophiques constatés en 2021, l'AECIN a initié en 2022 le projet « Réussir le BEPC » qui a pour objectif de soutenir les élèves des collèges ruraux avec la fourniture de manuels, la formation des enseignants et des prix attribués à parité filles/garçons aux meilleurs élèves à la suite de leur réussite à l'examen.

L'action, financée au départ par les fonds propres de l'AECIN puis par la ville de Rennes a démarré à Bagagi et Goubey et a été étendue à Togone puis à Bakin Tapki et Doubalma en 2023-24. La centaine d'élèves de 3ème des deux nouveaux collèges ont été dotés des manuels et annales dans les 3 disciplines concernées par le projet (Maths, Français, et Physique-Chimie) au début du 2ème trimestre 2023-24, puis la formation des professeurs à la conception/évaluation des leçons, et au bon usage des manuels et annales a eu lieu à Dogondoutchi pour les cinq collèges.

Les résultats au BEPC édition 2024 n'ont malheureusement pas été à la hauteur de ce qui était espéré, avec une baisse du taux de réussite dans quatre collèges sur les cinq qui ont bénéficié de l'action et des résultats souvent particulièrement décevants pour les filles. Seul Togone a connu une amélioration des résultats.

Nous donnons les informations détaillées pour les collèges de Bagagi et de Doubalma, La situation dans les deux autres collèges concernés est similaire. A Bagagi, 76 candidats ont été présentés à l'examen du BEPC (51 garçons et 25 filles), 19 ont été admis (15 garçons et 4 filles), soit un taux de réussite de 25 % (30 % pour les garçons et 16 % pour les filles). Pour des effectifs équivalents, le taux global de réussite était de 30 % en 2023, et celui des filles de 32 %. Pour le collège de Doubalma, 56 candidats se sont présentés aux épreuves (35 garçons et 21 filles). 27 ont été admis (17 garçons 10 filles), ce qui se traduit par un taux de réussite global de 48 %. En

2023, alors que le collège ne bénéficiait pas encore du soutien du projet, le taux global de réussite était de 69 %.

Les missions de remise des prix ont débuté le 8 Juillet 2024. Dans les collèges de Goubey et Togone, il n'y a pas eu de 3ème prix pour les filles (il y avait seulement 2 filles admises), et pour le collège de Bakin Tapki, aucun prix pour les filles puisque aucune admission.

Ces mauvais résultats sont observables dans beaucoup de collèges du département, ce qui est dû en partie au relèvement de la barre pour le rattrapage. Le contexte général d'instabilité et d'insécurité peut aussi être une des causes de ces échecs. Faute de financements, la ville de Rennes ayant cessé de financer les actions de développement au Niger à partir de 2024, cette action ne sera pas renouvelée.

Activités culturelles à Dosso

Dosso, capitale de la région à laquelle appartient le département de Dogondoutchi, est un véritable melting pot. C'est le centre de l'association CulturePlus qui y déploie ses activités.

La journée de l'intégration

CulturePlus a, en collaboration avec les communautés étrangères résidant à Dosso et la Direction Régionale de la Culture, organisé la deuxième édition de la Journée de l'intégration. Cet événement riche en couleurs a enregistré la participation de ressortissants de six pays à savoir le Nigeria, le Bénin, le Togo, le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Le programme comportait des expositions, une conférence publique et une soirée culturelle.

Babyshow

En, 2024, il s'agissait de la tenue de la 4ème édition de la grande fête des enfants organisée par CulturePlus. Les enfants des différentes écoles de la ville de Dosso ont participé à des concours culturels tout le long de la journée du 15 juin. A l'issue de la journée, plusieurs prix ont été attribués afin de récompenser les meilleures prestations.

L'espace culturel Annour

Sur fonds propres, CulturePlus a pu ouvrir un espace culturel dénommé Annour au profit des jeunes de la ville de Dosso. L'espace Annour est un cadre dédié aux loisirs et à l'initiation et la formation aux métiers des arts et de la culture.

La formation aux métiers du cinéma

En partenariat avec le Centre National de la Cinématographie du Niger et la Direction Régionale de la Culture de Dosso, CulturePlus a organisé en 2024 une formation à l'endroit des jeunes sur les métiers du cinéma. Cette activité a été réalisée bénévolement par l'équipe de CulturePlus. Douze jeunes, filles et garçons, ont bénéficié de cette formation à l'issue de laquelle des attestations ont été délivrées.

Animations en France

L'AECIN dans le cadre de la Maison Internationale de Rennes participe à des actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale, formant de jeunes étudiantes et étudiants à réaliser des animations auprès de scolaires. Elle réalise des expositions avec d'autres partenaires, « Le mil, un héritage riche en promesses » qui a été exposée à l'école 3A et « Les femmes et l'eau en Afrique de l'Ouest » qui a été présentée en septembre au Village des Sciences.

De son côté l'AESCD organise à Cesson-Sévigné en novembre au moment du Festival des Solidarités des projections-débats au Cinéma Le Sévigné et des expositions au Pont des Arts. En 2024 le film « Marcher sur l'eau » d'Aïssa Maïga a été sélectionné et l'exposition présentée est « Le mil, un héritage riche de promesses ».

Classe Espoir Mahamadou Saïdou à Talladjé (Niamey)

La Classe Espoir est un projet initié par Mahamadou Saïdou en 2002 dans le quartier de Talladjé à Niamey. De nombreux enfants ne sont pas scolarisés dans la partie pauvre de ce quartier, qui est un bidonville. Le projet consiste à les scolariser pendant un an, pour qu'ils puissent s'intégrer l'année suivante dans le système éducatif. L'effectif est limité à 30 avec la parité filles/garçons.

En 2023-2024 elle a été soutenue par l'AECIN sur ses fonds propres: mise à niveau des locaux, fournitures, salaires de l'animatrice, cantine en période de soudure, grâce à une campagne de financement participatif. [Voir ici → <https://www.helloasso.com/associations/tarbiyya-tatali-association-d-echanges-culturels-ille-et-vilaine-niger-aecin/collectes/des-repas-pour-la-classe-espoir>]. Elle a fonctionné avec 30 élèves dont 15 filles et 15 garçons à qui un déjeuner est offert tous les jours ouvrables au troisième trimestre. Tous les soirs les apprenants rentrent chez eux avec une lampe solaire chargée leur permettant de réviser leurs leçons. A la fin de l'année scolaire vingt-huit (28) apprenants se sont présentés à l'évaluation. Deux apprenantes n'ont pas été évaluées car elles ont abandonné l'école en fin du deuxième trimestre du fait du déménagement de leur famille. Les moyennes sur 10 ont été de 9,71 à 4,54. Parmi les 28 apprenants, 10 filles et 10 garçons ont pu rentrer au CE2.



Danse de fête

4 - Les réalisations financées par le 1% loi Oudin-Santini

Le 1% loi Oudin-Santini est un mécanisme qui permet aux organismes français travaillant dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, de l'accès à l'énergie et aussi des déchets de consacrer 1% de leur budget à l'aide au développement. Les montants peuvent aussi bien être utilisés pour des investissements que pour des formations.

Grâce à l'existence de la coopération décentralisée entre

Cesson et Dankassari, l'AESCD a bénéficié dès la mise en place du 1 % dans le domaine de l'accès à l'eau par la Collectivité Eau du Bassin Rennais (CEBR) et l'Agence de l'Eau Loire Bretagne (AELB), et a été pionnière pour obtenir des financements de Rennes Métropole pour l'assainissement et du Syndicat Départemental de l'Énergie 35 (SDE35) pour l'énergie solaire.



Préparation de la gumba

Accès à l'eau

Les habitants de Bagagi avaient alerté le RAEDD et l'AECIN du besoin de mise à niveau de l'adduction d'eau de Bagagi et cette action a été reconnue comme prioritaire par le Directeur Départemental de l'Hydraulique et de l'Assainissement (DDHA) de Dogondoutchi. Il s'agissait d'installer un nouveau château d'eau, plus haut et plus volumineux, pour assurer une meilleure distribution de l'eau. Le dossier a été monté auprès de l'AELB et de la CEBR et a été approuvé par ces deux organismes. Le financement est parvenu à l'AECIN juste au moment où l'aide publique au développement pour le Niger a été bloquée. Les travaux pour lesquels l'entreprise Saïdou Also a été sélectionnée à la suite d'un appel d'offre ont été entièrement réalisés sur une période de six mois. Nous n'avons pas pu verser les 10 % de garantie à l'entreprise Saïdou Also, car le reliquat de l'AELB a été moins élevé que prévu, mais l'entreprise a généreusement accepté cette contrainte.

Pour l'AESCD au contraire, le financement obtenu auprès de l'AELB en juillet 2023 a été annulé à la suite du coup d'état alors que le financement du CEBR a été maintenu. Les actions prévues en matière de formation ont pu être maintenues. Un renforcement de formation de cinq jours a été organisé pour cinq réparateurs villageois ce qui a permis la réparation d'une mini-Adduction d'Eau Potable (AEP) en panne. Par ailleurs 60 responsables (35 hommes et 25 femmes) d'AEP multi-villages dans la zone de Toullayé ont du être annulés. La concertation entre le DDHA, le Maire de Dankassari (encore en poste à la fin 2023) et le RAEDD a permis d'identifier une action prioritaire, compatible avec le nouveau budget réduit, pour renforcer la mini-AEP du

village de Dankassari avec les étapes suivantes : identification du prestataire (l'entreprise IAT) par un appel d'offre, réalisation du contrôle et suivi des travaux : réparation de la tête de forage, démontage et réparation du réservoir, décompactage des conduites existantes, mise en place de nouvelles conduites.

Actions dans les structures de santé

La commune rurale de Dankassari, qui compte plus de 100 000 habitants en 2024, n'a aucun médecin affecté. Elle dispose d'une vingtaine de structures de santé dans différents villages, dont le tiers sont des Centres de Santé Intégrés (CSI) où est affecté un infirmier formé et les deux tiers des cases de santé dotés de personnels de santé vacataires. Il y a aussi deux maternités munies de sages-femmes. Équiper ces structures de santé de latrines avec un bac de douche et de panneaux solaires a été une priorité de l'AESCD depuis une dizaine d'années. L'AECIN a également obtenu des financements dans ces deux domaines de l'assainissement et de l'énergie auprès des mêmes organismes

En matière d'assainissement

Les latrines sont un lieu d'intimité pour les utilisateurs et personnels des structures de santé et leur utilisation réduit la défécation à l'air libre qui est à l'origine des maladies diarrhéiques dont le choléra. De plus la présence de cabines de douches améliore l'hygiène et le confort des malades et des personnes qui les accompagnent.

Pour l'AESCD, grâce au soutien de Rennes Métropole, il y a eu un équipement en blocs de latrines dans les cases de santé des villages de la commune rurale de Dankassari suivants : la Maternité de Goubey, le CSI de Bawada-Guida ainsi que les deux cases de santé de Koren-Gabas et Lillato. La difficulté principale pour réaliser le projet est venue de l'annulation de la subvention de l'AELB qui participait au cofinancement, ce qui a réduit le budget disponible d'un quart. A la suite d'une négociation avec la Direction Départementale de l'Hydraulique et de l'Assainissement et le RAEDD, l'entreprise Saïdou Also qui avait été sélectionnée a accepté de faire l'ensemble des travaux prévus dans les quatre structures de santé en dépit de la baisse des financements due au retrait de l'AELB.

La formation collective prévue n'a pas pu être programmée et une formation a eu lieu sur le tas dans chacun des quatre sites, lors de la mission d'inspection et de la mission de réception des travaux, par l'équipe formée d'un représentant de la DDHA, du Maire de Dankassari, de l'entreprise Saidou Also et du représentant du RAEDD.

On peut noter qu'à la suite de cette action, toutes les structures de santé de la commune rurale de Dankassari sont équipées de latrines. En effet depuis 2019 le soutien de Rennes Métropole et (pour la période avant 2023) de l'AELB concernant l'assainissement dans les structures de santé de Dankassari a permis l'équipement d'une maternité et treize structures de santé. Par ailleurs des latrines ont été installées dans quatre CSI et cinq cases de santé par d'autres partenaires (UNICEF, Croix Rouge, etc ...).

Pour l'AECIN, avec le soutien financier de l'AELB, des latrines et douches ont été installées dans trois structures de santé à Bagagi, Caren Roumbouki (un bloc de deux latrines et une douche) et Matankari (deux blocs de deux latrines et une douche). Les travaux ont été confiés à l'entreprise Saïdou Also.

Les missions de sensibilisation à l'hygiène et au bon usage des latrines ont été assurées par le RAEDD accompagné de la SCOFI (membre de l'Éducation Nationale, déléguée à la scolarisation des filles et chargée de l'hygiène).

En matière d'électrification

Les villages des communes rurales du Niger ne sont pas électrifiés dans leur grande majorité.

Fournir en équipements solaires les structures de santé améliore les conditions de travail des personnels et le confort

des malades et usagers. Outre l'électrification dans le domaine de la santé, ces équipements permettent à la population de recharger leur téléphone moyennant une petite contribution financière.

Pour l'AESCD, le programme d'installation des équipements en énergie solaire des trois structures de santé de Tani, Lillato et Baré-Bari, financé par le SDE35 a été mené dans de bonnes conditions. Il y a sur chacun des trois sites deux panneaux solaires, quatre batteries, un réfrigérateur, douze lampes LED, trois ventilateurs et tous les composants nécessaires à une bonne installation. A chaque fois la ligne sanitaire est complétée par une ligne destinée aux services externes, principalement la recharge des téléphones. Omarou Dan-Kounou dit ODK, a été chargé de l'ensemble de ces installations. Il a été accompagné d'un responsable du RAEDD pour les missions d'étude préalables et de son adjoint, un jeune qu'il a formé localement pour les installations. Les responsables du RAEDD ont assuré le suivi de l'installation avec le contrôle du Maire de la commune, encore en place au moment des travaux.

Depuis 2015, grâce au soutien du SDE35, de la ville de Cesson, de la Région Bretagne et du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, c'est la totalité des structures de santé de la commune rurale de Dankassari qui a pu bénéficier d'un équipement en panneaux solaires.

Par ailleurs, pour l'AECIN, l'électrification de deux cases de santé a fait partie du projet global « Santé de la mère et de l'enfant » et a été financé par le SDE35. La case de Doumé a été équipée en 2023 et celle de Carré Roumbouki en 2024, également par l'entrepreneur ODK.



Saraouniya Kambari et son Magaji

5 - La situation de nos associations

Les échanges interpersonnels réguliers basés sur la venue au Niger tous les ans de deux responsables français de l'AECIN et de l'AESCD, et les visites en France d'une personne du Niger par an en moyenne (maire de Dankassari ou responsable du RAEDD) sont actuellement impossibles vu les relations exécrables entre la France et le Niger. Mais heureusement plusieurs fils WhatsApp actifs nous permettent d'échanger le plus souvent par écrit et également lors de réunions permettant de discuter à plusieurs et de maintenir des échanges fluides et amicaux. D'une façon générale, l'ensemble des équipes des associations du collectif restent mobilisées et motivées.

Les financements obtenus avant le coup d'état ont été maintenus en 2023, à l'exception de la subvention de l'AELB à l'AESCD. Comme c'était la subvention la plus importante, le budget AESCD a cependant été divisé par trois dès 2023 par rapport au prévisionnel adopté en AG. En 2024, toutes les collectivités territoriales (ville de Rennes, de Cesson-Sévigné, Rennes Métropole, CEBR, CD35, SDE35, Région Bretagne) ainsi que le Ministère français de l'Europe et des Affaires Étrangères (MEAE) et l'AFD ont arrêté tout financement de nouveau projet au Niger. Seul le financement de projets biennaux de la Région Bretagne et du SDE35 en cours au moment du coup d'état ont été maintenus ce qui a

permis à l'AECIN et à l'AESCD de mener à bien les actions prévues. L'Ambassade de France au Niger ne fonctionne plus ce qui signifie l'arrêt de programmes de soutien aux ONG nigériennes dont a bénéficié dans le passé le RAEDD et auquel CulturePlus aurait pu prétendre.

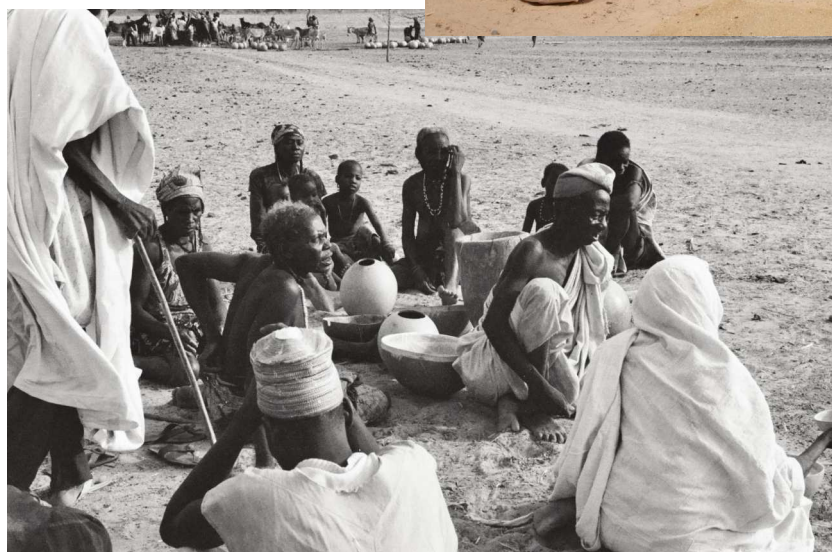
Le budget de fonctionnement du RAEDD assuré par un pourcentage des subventions à hauteur de 10% est en forte baisse en 2024, ce qui a amené le CA du RAEDD à réduire son personnel salarié. C'est un véritable crève-cœur mais prendre les devants était indispensable pour assurer la survie de la structure.

CulturePlus dont le budget est beaucoup plus modeste et qui n'a pas de personnel salarié est moins impacté. Mais les financements dont l'association avait pu bénéficier grâce à différents fonds culturels abondés par l'AFD sont également clos.

La création de l'AESCD, rejeton de l'AECIN, a été une conséquence du succès du plaidoyer de l'AECIN et du RAEDD pour la mise en place de la coopération décentralisée entre Cesson et Dankassari. Ce plaidoyer se basait sur la création de nouvelles communes rurales au Niger, avec leurs maires élus, dévoués à leur population et compétents. A partir du moment où la ville de Cesson-Sévigné entrait dans une coopération décentralisée avec le Niger, il convenait d'avoir une association du collectif

Tarbiyya Tatali dont le siège était à Cesson-Sévigné. L'AESCD est fière du succès de ses projets qui lui ont permis d'envoyer plus de 1 500 000 € au Niger depuis 2009, obtenus auprès de nombreux partenaires. Force est de constater que la donne a entièrement changé et que la continuation de l'AESCD n'a plus de sens dans le contexte actuel, à la fois parce que les instances locales élues ont été destituées au Niger, que la convention de coopération décentralisée entre Cesson-Sévigné et Dankassari n'a pas été renouvelée et que la totalité des organismes qui nous finançaient refusent désormais tout projet au Niger. Une fois les dernières actions en cours bouclées, l'AG de l'AESCD de 2025 devrait donc décider de dissoudre l'association et de transmettre ce qui lui restera de fonds propres à l'AECIN.

Par contre l'AECIN va continuer son action au Niger et en France, en tentant de maintenir les acquis dans l'ensemble des villages d'intervention de Tarbiyya Tatali, sur la base d'un financement réduit venant de ses fonds propres et de campagnes de financement participatif. Il est important de dire qu'au Niger, les nouvelles autorités et notamment les administrateurs délégués ont encouragés les ONG et associations de développement à continuer leurs actions pour le bien-être des populations bénéficiaires ; le partenariat du RAEDD et de CulturePlus avec l'AECIN pourra se poursuivre.



*Dakan Tururuwa :
en 2024 avec Saraouniya Kambari et
en 1984 avec Saraouniya Aljimma*

Comment continuer ?

Malgré l'effondrement des financements publics français, le collectif Tarbiyya Tatali résiste et l'accompagnement à l'auto-développement du peuple nigérien se poursuit.

Mobiliser des fonds propres venus de France pour pérenniser les acquis

Les cotisations et dons des membres et des campagnes de financement participatives permettront à l'AECIN d'envoyer quelques moyens financiers au Niger.

La priorité ira au maintien des salaires d'un responsable à Dogondoutchi doté de moyens de transport (chauffeur et carburant) et du comptable du RAEDD à Niamey. Nous maintiendrons le système de rapport mensuel et le suivi des pièces comptables.

Il nous deviendra impossible de créer de nouvelles banques céréalières, de nouvelles pépinières, d'alphabétiser de nouveaux groupes de femmes, de faire bénéficier de nouveaux villages du système de microcrédit, de fournir des nouveaux kits de chèvres, de créer des nouvelles mini AEP, de transformer les PMH en points d'eau autonome, d'équiper de nouvelles structures de santé en assainissement ou énergie solaire.

Par contre il nous sera possible, par un suivi régulier, d'assurer un fonctionnement satisfaisant et pérenne de quatorze banques céréalières, de quatre pépinières, du remboursement régulier du micro-crédit dans treize villages, d'organiser le renouvellement régulier de cent-trente kits de chèvres, de veiller au bon entretien des dizaines de points d'eau équipés ou réhabilités, de suivre la qualité de l'entretien de latrines et des équipements solaires dans plus de vingt structures de santé. Nous continuerons par ailleurs à soutenir la Classe Espoir à Niamey et quelques jardins scolaires.

Vu que ce sont très souvent les mêmes villages qui ont bénéficié de plusieurs projets, nous estimons le nombre de villages à suivre à une soixantaine. Le suivi peut se faire par un déplacement sur le terrain d'un membre du RAEDD en planifiant ses missions. Il pourra être accompagné des animatrices de planning familial qui ne bénéficieront plus d'un salaire mensuel mais pourront être prises en charge pour des missions ponctuelles et iront maintenir les liens avec les personnes relais dans les villages. Une partie du suivi peut se faire par téléphone, ou en faisant fonctionner un réseau d'informateurs.

Pour recenser les actions à suivre et optimiser les déplacements, nous nous appuierons sur notre petit système d'information géographique, dont la dernière version mise au point par la société Magellium vient de nous être livrée.

Tenter de retrouver des ressources et redéfinir les méthodes de travail en France

Vu que le Niger n'est pas le seul à être concerné et que le Mali et le Burkina Faso sont dans une situation similaire d'arrêt de l'aide publique au développement, et que par ailleurs ces trois pays sont en train de constituer l'Alliance des États du Sahel, la réflexion doit se poursuivre au sein d'un groupe Sahel en cours de constitution qui permettrait les échanges d'expériences et des pistes de financement.

Par ailleurs, même si la diaspora nigérienne en France est assez peu nombreuse, les voyages au Niger de personnes nigériennes adhérentes ou sympathisantes de nos associations pourraient contribuer à maintenir des liens autres que virtuels.

Travailler ensemble pour que le RAEDD et CulturePlus trouvent de nouveaux partenariats

C'est une piste que nous explorons activement, sans succès jusqu'ici. Des contacts prometteurs se sont noués entre le RAEDD et une association américaine travaillant dans le domaine de l'éducation mais le projet n'a pas abouti. Une demande de CulturePlus à un appel à projet monégasque n'a pas non plus réussi.

Tout récemment, le collectif Tarbiyya Tatali a fourni un gros travail de réflexion et de rédaction pour répondre à un appel à projets financé par l'Europe qui, s'il était approuvé, permettrait de mettre en place une formation en agroforesterie, d'étendre à de nouveaux villages en dehors de Dankassari les techniques de Régénération Naturelle Assistée qui y ont fait leurs preuves, de créer de nouvelles banques céréalières, tout en aidant à la pérennisation du micro-crédit et des kits de chèvres, ainsi que le renforcement des banques céréalières et pépinières existantes. CulturePlus contribuerait par la réalisation de petits films documentaires permettant de diffuser les bonnes pratiques.

Quel que soit le résultat de cette demande, nous resterons à l'affût de nouvelles opportunités pour le RAEDD et CulturePlus au Niger. Le processus de réponse à de nouveaux appels à projet aura aussi pour effet de renforcer la capacité de ces deux associations à être plus autonomes dans la recherche de fonds dans le futur.

Comité de rédaction : Chantal Blum, Bawa Kadade, Thierry Namata, Marie-Françoise Roy

Ont collaboré à ce numéro : Mamane Chadaou, Seiyabatou Elh Saidou

Photographies : Abdoul Aziz Soumaila (2024), Nicole Moulin (1984)

Maquette et mise en page : Michel Coste

raedd@tarbiyya-tatali.org — aecin@tarbiyya-tatali.org

aescd@tarbiyya-tatali.org — cultureplus@tarbiyya-tatali.org

Site web : www.tarbiyya-tatali.org

Retrouvez-nous sur



Tarbiyya Tatali